



**ORGANISATION
INTERNATIONALE
DU CAFÉ**

ED 2483/25

21 mars 2025
Original : portugais

F

**Communication du
Gouvernement brésilien**

1. La Directrice exécutive joint une communication du Gouvernement brésilien contenant une lettre publique à la communauté internationale du président désigné de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : COP30.

REPRÉSENTATION PERMANENTE DU BRÉSIL
AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES À LONDRES

[LOGO]

Rebraslon - 174/2025

La Représentation permanente du Brésil auprès des organisations internationales à Londres présente ses compliments à l'Organisation internationale du Café et a l'honneur de transmettre la première lettre publique à la communauté internationale. Cette carte est signée par le président désigné de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : COP30, l'Ambassadeur André Aranha Corrêa do Lago. Le document, du 10 mars 2025, présente la vision et les objectifs pour faire avancer les travaux collectifs pour le Sommet des Nations Unies sur le climat à Belém, Pará, en novembre prochain.

La Représentation permanente du Brésil auprès des organisations internationales à Londres saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation internationale du Café les assurances de sa très haute considération.

[Sceau]

Londres, le 17 mars 2025.

République fédérative du Brésil
Président désigné de la COP30

10 mars 2025

Chères amies, chers amis,

Alors que nous approchons du deuxième quart du 21^e siècle, la communauté internationale se doit de réfléchir aux valeurs humaines communes qui nous unissent : la paix et la prospérité, l'espoir et le renouveau, la considération et la gratitude, l'unité et la connexion, la résilience et l'optimisme, la générosité et la bonté, la diversité et l'inclusion. Ces valeurs soulignent notre esprit collectif dans un siècle qui mettra à l'épreuve la capacité de notre espèce à s'adapter et à innover alors que nous bâtissons notre avenir commun.

Le Brésil accueillera et présidera la 30^e session de la Conférence des Parties (COP30) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en novembre 2025, dans un contexte où plusieurs jalons sont atteints : la COP30 marquera les 20 ans de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto et les 10 ans de l'adoption de l'Accord de Paris. Les trente années de notre régime multilatéral nous ont beaucoup appris. À travers de succès et d'échecs, la CCNUCC a offert un reflet des plus grandes qualités et limites de l'humanité. Elle nous a montré comment nos sociétés, nos économies et nos politiques devraient fonctionner, et comment elles fonctionnent dans les faits.

Je suis très honoré d'avoir été nommé président désigné de la COP30 par le président Luiz Inácio Lula da Silva. Négociateur pour le climat de longue date, j'endosse humblement cette immense responsabilité avec la détermination d'être au service du processus vers la COP30 et bien après, dans le respect des valeurs humaines que nous partageons et de la mission de consolider notre héritage commun, tout en faisant preuve d'innovation dans notre réponse dans la mesure imposée par la crise climatique.

Coopération entre les peuples pour le progrès de l'humanité

En 1988, nous, les Nations Unies, avons d'abord identifié le changement climatique comme une « préoccupation commune à l'humanité » et nous avons décidé de créer le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Nos dirigeants ont écouté les alertes scientifiques et se sont réunis à Rio de Janeiro quatre ans plus tard autour de l'objectif ultime de prévenir les interférences anthropiques dangereuses avec le système climatique. En 1992, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, aussi appelée « Sommet Planète Terre » de Rio, les dirigeants mondiaux ont signé la CCNUCC, qui définit les principes et les cinq éléments constitutifs de la réponse multilatérale au changement climatique : atténuation, adaptation, financement, technologie et renforcement des capacités.

À l'instar du rôle de la CCNUCC dans l'inauguration de la gouvernance multilatérale du climat, la Constitution fédérale du Brésil a été adoptée en cette même année 1988, établissant les objectifs fondamentaux de la République brésilienne : construire une société libre, juste et bienveillante ; garantir le développement national ; éradiquer la pauvreté et la marginalisation et réduire

Ce document est une traduction.

Voir la version originale, en anglais, sur <https://unfccc.int/process-and-meetings/conferences/un-climate-change-conference-belem-november-2025/the-road-to-belem> et sur <https://cop30.br/en/brazilian-presidency/letter-from-the-brazilian-presidency>

Voir la version en portugais disponible sur <https://cop30.br/pt-br/presidencia-da-cop30/carta-da-presidencia-brasileira>

Voir la version en espagnol disponible sur <https://cop30.br/es/presidencia/carta-de-la-presidencia-brasileira>

les inégalités sociales et régionales ; et promouvoir le bien de tous, sans préjugés liés à l'origine, à la race, au sexe, à la couleur, à l'âge ou autres formes de discrimination. La Constitution brésilienne contraint également le pays à être gouverné dans ses relations internationales par des principes qui incluent « la coopération entre les peuples pour le progrès de l'humanité ». Ce principe fondamental guidera la présidence à venir de la COP30, pas uniquement parce que la diplomatie brésilienne y est contrainte par la Constitution, mais parce qu'elle a la ferme conviction qu'aucun progrès futur n'est possible pour l'humanité sans une coopération étroite, rapide et durable entre nos peuples.

La COP30 à l'épicentre de la crise climatique

Nous entamons 2025 avec la confirmation que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde et la première année civile où la température moyenne mondiale a dépassé de 1,5 °C son niveau préindustriel. Janvier 2025 a par ailleurs été le mois le plus chaud jamais enregistré. S'appuyant sur de précédents travaux portant sur les risques physiques, transitoires et juridiques liés au climat, le Conseil de stabilité financière (l'organisme international qui surveille et recommande des politiques pour le système financier mondial) a signalé en janvier dernier que les chocs climatiques pouvaient menacer la stabilité financière mondiale. La COP30 sera donc la première à se dérouler indéniablement à l'épicentre de la crise climatique, et la première à être organisée en Amazonie, l'un des écosystèmes les plus vitaux du monde, aujourd'hui menacé d'atteindre un point de non-retour, selon les scientifiques.

Nous connaissons depuis longtemps l'ampleur et la gravité du changement climatique et de ses répercussions grandissantes. Nous avons affirmé et réaffirmé que le réchauffement de la planète était une menace existentielle pour l'humanité. Nous avons des connaissances scientifiques sur la question depuis plus de 35 ans, consolidées depuis le premier rapport d'évaluation du GIEC de 1990.

Maintenant, non seulement nous entendons parler des risques climatiques, mais nous vivons également l'urgence climatique. Le changement climatique n'est plus limité à la science et au droit international. Il est arrivé à nos portes, touchant nos écosystèmes, nos villes et notre vie quotidienne. De la Sibérie à l'Amazonie, de Porto Alegre à Los Angeles, il affecte désormais nos familles, notre santé, le coût de la vie et nos routines en matière d'éducation, de travail et de divertissement. Des images de catastrophes climatiques et de souffrances humaines envahissent nos réseaux sociaux et les écrans des télévisions de nos salles de séjour, alors que nous entrons rapidement dans une zone dangereuse dans laquelle les riches des pays développés et en développement s'isolent derrière des murs résilients au climat. Pendant ce temps, les pauvres des pays en développement et des pays développés souffrent de plus en plus. Inévitablement, les événements météorologiques extrêmes, et les points de basculement climatiques potentiels, concerneront de plus en plus chaque pays, chaque communauté et chaque individu, bien que les plus vulnérables seront surtout les plus touchés.

Un appel mondial contre le changement climatique

Alors que nous pleurons des pertes humaines et matérielles, 2025 doit être l'année où nous canalisons notre tristesse et notre indignation pour les diriger vers une action collective constructive. Le changement est inévitable, que ce soit par choix ou par catastrophe. Si le réchauffement de la planète n'est pas maîtrisé, le changement nous sera imposé lorsqu'il perturbera nos sociétés, nos économies et nos familles. Si au contraire nous choisissons de nous organiser en action collective, nous avons la possibilité de réécrire un avenir différent. Changer par choix nous donne la chance d'un avenir qui n'est pas dicté par la tragédie climatique, mais plutôt par la résilience et le pouvoir d'agir pour concrétiser une vision que nous concevons nous-mêmes.

En acceptant la réalité et en contrant le malheur, le cynisme et le déni, la COP30 doit être le moment de l'espoir et des possibilités par l'action, jamais de la paralysie et de la fragmentation. Nous devons faire face au changement climatique ensemble et réactiver notre capacité collective et individuelle

à réagir : nos « responsabilités ».

La culture brésilienne a hérité des peuples autochtones brésiliens le concept de « mutirão » (« Motirão » en langue tupi-guarani). Il désigne une communauté qui se réunit pour travailler sur une tâche commune, que ce soit la récolte, la construction ou le soutien mutuel. En partageant cette sagesse ancestrale et cette technologie sociale inestimables, La présidence à venir de la COP30 invite la communauté internationale à s'unir avec le Brésil dans un « mutirão » mondial contre le changement climatique, dans un effort mondial de coopération entre les peuples pour le progrès de l'humanité.

Ensemble, nous pouvons faire de la COP30 le point de départ d'une nouvelle décennie d'inflexion dans la lutte climatique mondiale. En tant que nation du football, le Brésil est convaincu que nous pouvons gagner par « virada », c'est-à-dire que nous pouvons nous battre pour inverser la tendance du match alors que la défaite semble presque inéluctable. Ensemble, nous pouvons faire de la COP30 le moment où nous inversons la tendance, où nous appliquons nos réalisations politiques et nos connaissances collectives pour changer le cours de la prochaine décennie. La COP30 peut être la COP où nous alignons les efforts à l'échelle mondiale : des gouvernements nationaux aux gouvernements locaux, des marchés de capitaux internationaux aux bazars locaux, des principaux acteurs de la technologie aux innovateurs locaux, des connaissances universitaires aux connaissances traditionnelles.

Convoquer les Nations Unies dans une nouvelle alliance contre notre ennemi commun : le changement climatique

En retrouvant nos capacités à réagir, nous devons puiser dans l'inspiration des victoires historiques qui ont surmonté les menaces existentielles passées. 2025 est également l'année où la communauté internationale se souvient qu'elle représente l'héritage de l'alliance qui, il y a huit décennies, a choisi d'oublier les différences pour s'unir contre le fléau de la guerre. Cette année marque le 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de notre alliance qui a donné naissance aux Nations Unies. La philosophe germano-américaine Hannah Arendt a dénoncé le fait d'accepter l'inacceptable comme étant la « banalité du mal ». Nous sommes désormais face à la « banalité de l'inaction », une inaction irresponsable et inacceptable.

En cette décennie critique, le Brésil appelle notre alliance de peuples à oublier une fois encore nos différences et à s'unir pour vaincre notre ennemi commun : le changement climatique. Cette fois, nous compterons sur des bases solides pour nous mener à la victoire. La science confirme que nous avons les ressources pour lutter contre le changement climatique. Parmi elles, notre technologie puise maintenant dans les réseaux de vie et les réseaux numériques qui peuvent connecter, exploiter et distribuer des ressources à des niveaux de vitesse et d'ampleur sans précédent. Bien que très inéquitable et vulnérable aux risques climatiques, notre architecture financière se targue de la sophistication qu'elle a acquise lors des crises précédentes et qui peut être réformée et encore améliorée. La COP30 peut être le moment où nous alignons les flux financiers internationaux et fusionnons les transitions numérique et climatique en une seule nouvelle révolution industrielle soucieuse du climat.

Actionner les leviers : appeler les esprits brillants, les individus courageux, la solidarité du travail acharné

Aux dirigeants et aux parties prenantes au-delà de la CCNUCC, dans la finance, les gouvernements infranationaux, le secteur privé, la société civile, les universités et la technologie : la présidence à venir de la COP30 vous invite à rejoindre notre « mutirão » mondial. L'humanité a besoin de vous.

Le mathématicien et physicien grec Archimède a dit : « Donnez-moi un levier assez long et un point d'appui sur lequel le placer, et je soulèverai le monde. » Aux dirigeants et aux parties prenantes de

tous les horizons : donnez-nous des leviers assez longs et la COP30 servira de point d'appui sur lequel les placer. Ensemble, nous ferons avancer le monde vers des transitions sobres en carbone et résilientes au changement climatique.

À nos penseurs, leaders spirituels, artistes et philosophes : nous faisons appel à vous pour nous aider à changer les mentalités d'un autre temps tout en préservant les valeurs communes et en innovant pour une nouvelle renaissance de la planète. L'humanité doit régénérer sa relation avec elle-même et avec la nature à laquelle elle appartient.

Aux dirigeants locaux, aux petites entreprises, aux parents, aux individus et aux professionnels de la santé, de l'éducation et de la sécurité publique : nous avons besoin de vous pour transformer nos communautés en bastions d'appartenance, de coopération et de but. Notre famille humaine ne sera qu'aussi résiliente que la cohésion et la force qui unissent nos communautés et nos quartiers. En renforçant les valeurs de la citoyenneté, nous devons offrir à nos enfants une vision, des modèles exemplaires et un mentorat en démontrant que l'étendue de notre respect mutuel et pour notre environnement, est l'étendue de notre respect pour nous-mêmes.

Alors que nous nous préparons pour la COP30, la présidence à venir recrutera des acteurs parmi les parties prenantes non étatiques qui deviendront nos partenaires « leviers » pour nous aider à appliquer des solutions aux « points à fort effet de levier », où de petits changements peuvent avoir des effets importants sur les comportements des systèmes complexes. Les mesures d'incitations représentant les règles et les limites de nos systèmes peuvent devenir des points de levier forts pour des transitions climatiques justes, rapides et complètes.

Admettre qu'il est nécessaire d'agir le plus rapidement possible pour faire face à l'urgence du changement climatique devrait inspirer de nouvelles attitudes. Nous devons reconnaître que les questions considérées comme des « problèmes » peuvent apparaître comme des « solutions » importantes. Nous pouvons inverser la perception du rôle de certains acteurs, secteurs, technologies et pratiques qui ont évolué et, en étant déjà disponibles, peuvent apporter des contributions importantes.

Lorsque nous nous réunirons en Amazonie brésilienne en novembre, nous devons écouter les dernières connaissances scientifiques et réévaluer le rôle extraordinaire déjà joué par les forêts et les populations qui les préservent et en dépendent. Les forêts peuvent nous faire gagner du temps dans l'action climatique dans notre fenêtre d'opportunité qui se ferme rapidement. Si nous inversons la déforestation et récupérons ce qui a été perdu, nous pouvons débloquent des éliminations massives de gaz à effet de serre de l'atmosphère tout en redonnant vie aux écosystèmes. De même, des écosystèmes plus sains peuvent offrir des opportunités de résilience et de bioéconomie en promouvant les moyens de subsistance locaux, en créant des chaînes de valeur sophistiquées et en générant des innovations en biotechnologie. Pour exploiter un potentiel si exceptionnel, nous avons besoin d'un plus grand soutien et d'investissements plus importants à l'échelle mondiale, notamment par le biais de ressources financières, d'un transfert de technologie et du renforcement des capacités.

Actionner les leviers : appel aux parties prenantes de la CCNUCC

Aux dirigeants et aux parties prenantes des négociations de la CCNUCC : la COP30 doit représenter une transition décisive de la phase de négociation du régime, qui a déjà réussi à placer le climat au centre des débats économiques, sociaux et politiques mondiaux. Des progrès collectifs importants en direction de l'objectif de température de l'Accord de Paris ont été réalisés, puisque la température mondiale est passée d'une augmentation prévue de plus de 4 °C, selon certaines projections antérieures à l'adoption de l'Accord, à une augmentation de l'ordre de 2,1 à 2,8 °C avec la mise en œuvre complète des actuelles contributions déterminées au niveau national (CDN).

L'Accord de Paris fonctionne, mais il reste encore beaucoup à faire.

Aux négociateurs sur le climat : alors que nous continuons à renforcer le régime, il est judicieux

d'être autocritique et d'agir sur beaucoup de la perception externe selon laquelle les discussions se sont éternisées plus de trois décennies avec de maigres résultats. Compte tenu de l'urgence climatique, nous avons besoin d'une nouvelle ère au-delà des négociations : nous devons aider à mettre en pratique ce que nous avons convenu. Nous devons résolument actionner les leviers de nos processus, de nos mécanismes et de nos organes afin d'aligner les efforts au sein de la CCNUCC et en dehors sur les objectifs à long terme de l'Accord de Paris sur la température, la résilience et les flux financiers.

Aux décideurs politiques nationaux et aux dirigeants politiques : les gouvernements ont la capacité de réponse pour faire jouer les leviers de l'action et de l'ambition climatiques dans leurs prochaines CDN. En matière d'intégration, nos CDN doivent s'aligner sur les objectifs de température de l'Accord de Paris. Les dirigeants nationaux doivent tenir leur résolution de poursuivre les efforts visant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C. Des vies humaines en dépendent, des emplois futurs en dépendent, des environnements sains en dépendent.

L'attente est grande quant à l'évaluation des CDN lors de la COP30. Comme nous le savons tous, les CDN sont déterminées au niveau national et ne font donc pas l'objet de négociations multilatérales. Nous encouragerons néanmoins une réflexion collective franche sur les goulets d'étranglement mettant un frein à l'ambition et à la mise en œuvre climatiques.

L'avenir nous jugera sur notre volonté de répondre fermement à la crise climatique croissante. Le manque d'ambition sera jugé comme un manque de leadership car il n'y aura pas de leadership mondial au 21^e siècle qui ne soit défini par le leadership climatique. Nous pouvons être du bon côté de l'histoire en faisant des CDN des plateformes pour un avenir prospère et dans lesquelles est ancrée la détermination nationale à apporter sa pierre à l'édifice et à se transformer. À l'approche de la COP30, nous avons besoin de CDN ambitieuses qui privilégient la qualité dans le cadre du suivi des obligations légales imposées par l'Accord de Paris.

En nous aidant mutuellement dans des transitions qui sont justes, nos responsabilités communes mais différenciées serviront de leviers puissants pour la volonté des pays de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Notre point d'appui : la coopération internationale pour renforcer les capacités et les institutions respectives dans tous les pays. Alors que nous reconnaissons que nous sommes tous interdépendants dans la lutte contre le changement climatique, nous devons reconnaître que la communauté internationale n'est aussi forte que son maillon le plus faible.

La COP30 servira de point d'appui à de longs leviers au sein de la CCNUCC et en dehors, car notre régime climatique multilatéral est fort, résilient et ingénieux. Le multilatéralisme climatique bénéficie de la sagesse et des réalisations de chacune des vingt-neuf dernières COP. En nous appuyant sur nos prédécesseurs, la présidence à venir de la COP30 est honorée des héritages de la COP21 à la COP29, héritages que nous devons préserver et dans lesquels nous devons puiser.

Maintenir le multilatéralisme : préserver et étendre notre héritage collectif

Soutenues par l'ensemble du système des Nations Unies, comme l'a déterminé le Secrétaire général António Guterres, nos institutions multilatérales peuvent et vont produire des résultats à la mesure de l'ampleur du défi climatique.

Depuis que le Brésil a reçu la confiance de l'Amérique latine et des Caraïbes pour accueillir la COP de notre région, le chemin vers la COP30 a été ouvert avec succès par les présidences émiratie et azerbaïdjanaise de la COP28 et de la COP29, nos partenaires de la troïka dans la feuille de route pour la Mission 1.5. En 2023, sous la direction des Émirats arabes unis à Dubaï, nous avons adopté le Consensus des Émirats arabes unis, qui comprenait une avancée sur les pertes et préjudices, à la suite de la direction égyptienne de la COP27 et l'adoption du premier bilan mondial (GST, pour ses sigles en anglais). Les GST ont lancé de manière inédite des appels mondiaux en faveur d'efforts visant à arrêter et à inverser la déforestation et la dégradation des forêts d'ici 2030, et à accélérer la transition énergétique mondiale, notamment en triplant la capacité d'énergie renouvelable à

l'échelle mondiale, en doublant le taux annuel moyen mondial d'améliorations de l'efficacité énergétique et en se détournant des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, de manière juste, ordonnée et équitable.

Basé sur l'équité et la science, le GST est déjà la référence unanime qui éclaire la coopération internationale et les Parties dans le renforcement des actions et du soutien. Le GST est notre guide pour la Mission 1.5, en tant que projet collectif pour mettre en œuvre la vision de la Convention et de l'Accord de Paris, la vision de renforcer la réponse mondiale face à la menace du changement climatique, dans le contexte du développement durable et des efforts pour éradiquer la pauvreté.

Avec la COP28 comme tremplin, puis sous la direction azerbaïdjanaise de la COP29, nous avons finalement achevé en 2024 le règlement de l'Accord de Paris, en finalisant les règles dans l'Article 6. Nous avons par ailleurs adopté le « Pacte d'unité climatique de Bakou », qui comprend la décision fondamentale du nouvel objectif collectif quantifié pour le financement climatique (NCQG, pour ses sigles en anglais). La présidence à venir de la COP30 se réjouit de travailler avec la présidence de la COP29 pour guider la « Feuille de route de Bakou à Belém vers les 1 300 milliards » afin d'intensifier le financement climatique pour les Parties des pays en développement. Ensemble, nous produirons un rapport résumant notre travail d'ici la COP30. La « Feuille de route de Bakou à Belém vers les 1 300 milliards » doit servir de point d'appui pour mobiliser des financements pour des voies à faible émission de carbone et de résilience au changement climatique dans les pays en développement, rappelant que les alertes du GIEC sur l'urgence de l'action climatique sont centrées sur les conclusions selon lesquelles la finance, la technologie et la coopération internationale sont des catalyseurs essentiels pour une action climatique accélérée. Les experts sont clairs : nous n'avons que quelques années. Si les objectifs climatiques doivent être atteints, le financement de l'adaptation et de l'atténuation devra être considérablement augmenté.

Le changement climatique représente l'un des plus grands défis de notre temps et la lutte contre cette situation devrait être guidée par des progrès en direction du développement durable et de la mobilisation de toutes les ressources de l'humanité pour combattre les inégalités structurelles au sein des pays et entre eux, tout en ouvrant la voie à des transitions justes vers des sociétés bas carbone et résilientes au changement climatique. Bien que cela puisse sembler idéaliste, la réalité est que les capitaux mondiaux sont suffisants pour combler le déficit d'investissement mondial, bien qu'il existe des obstacles à la réorientation des capitaux vers l'action climatique. Les gouvernements, par le biais de financements publics et de signaux clairs aux investisseurs, jouent un rôle essentiel pour réduire ces obstacles. Nous devons utiliser au mieux l'architecture financière multilatérale, éliminer les obstacles et remédier aux entraves que rencontrent les Parties des pays en développement dans le financement de l'action climatique, notamment les coûts élevés du capital, la marge de manœuvre budgétaire limitée, les niveaux de dette insoutenables, les coûts de transaction élevés et les conditions d'accès au financement climatique. Nous devons progresser dans l'intégration du climat dans les investissements et la finance.

En guidant la « Feuille de route de Bakou à Belém vers les 1 300 milliards » aux côtés de la présidence de la COP29 et en consultation avec les Parties, la présidence à venir de la COP30 appelle à nouveau tous les acteurs à travailler ensemble pour permettre d'intensifier le financement de l'action climatique des Parties des pays en développement par toutes les sources publiques et privées à au moins 1,3 billion de dollars par an d'ici 2035. Il est grand temps que les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions financières internationales (IFI) évoluent pour devenir des entités plus grandes, meilleures et plus efficaces qui soutiennent structurellement une action climatique renforcée et ambitieuse.

Avancer : guidés par la Croix du Sud

Alors que nous entamons 2025, nous passons de la COP29 à la COP30, non seulement avec un règlement complet pour l'Accord de Paris, mais aussi avec son cycle politique pleinement en action, notamment au niveau des CDN et du cadre de transparence renforcée (CTR). Il reste des questions en suspens qui devront être résolues lors de la COP30, notamment le dialogue des Émirats arabes unis sur la mise en œuvre des résultats du GST et le programme de travail sur

la transition juste. Le GST est un héritage inestimable qui nous unit. Nous devons tous continuer à y souscrire en tant que référence ultime pour la mise en œuvre climatique. Des transitions justes sont essentielles pour tirer parti de l'action climatique en faveur du développement durable et lutter contre les inégalités structurelles entre et au sein des pays, notamment en matière de genre, de race et d'origine ethnique.

Lors des précédentes COP dans l'hémisphère Nord, nous avons avancé en étant guidés par l'« Étoile du Nord ». Alors que la COP30 prend ses quartiers dans l'hémisphère Sud, nous regardons le ciel pour trouver les cinq étoiles de la « Croix du Sud » et l'utiliser comme boussole pour arriver à des inflexions décisives dans l'ensemble des cinq piliers de la CCNUCC : atténuation, adaptation, financement, technologie et renforcement des capacités. Les Parties ont reconnu à Bakou que nous devons redoubler d'efforts pour soutenir des transitions justes dans tous les secteurs et domaines thématiques, avec des efforts transversaux qui comprennent la transparence, la préparation, le renforcement des capacités et le développement et le transfert de technologies. Alors que les pays préparent et communiquent leurs prochaines CDN et leurs prochains rapports biennaux sur la transparence (RBT), nous devons renforcer la capacité des Parties des pays en développement à passer d'approches de rapport ad hoc à des processus dirigés par le gouvernement, systématiques et institutionnalisés pour préparer et soumettre des rapports nationaux dans le cadre du CTR. L'atelier mandaté qui doit se tenir à la soixante-deuxième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI62, juin 2025) facilitera le partage des expériences des Parties des pays en développement dans l'élaboration de leurs premiers RBT. Le SBI62 sera également essentiel à l'élaboration du programme de mise en œuvre de la technologie et à l'examen du Centre des technologies climatiques. Les Parties devraient convenir du programme de mise en œuvre de la technologie à la COP30 pour renforcer le mécanisme technologique de la CCNUCC et soutenir la mise en œuvre des priorités technologiques identifiées par les pays en développement.

En 2025, nous poursuivrons et renforcerons le dialogue de Charm el-Cheikh sur le champ d'application du paragraphe 1(c) de l'Article 2 de l'Accord de Paris. Le Comité de Paris sur le renforcement des capacités (CPRC) élaborera un plan de travail, en gardant comme objectif pour l'année le renforcement des capacités pour concevoir des stratégies d'investissement holistiques, des projets bancables et l'engagement des parties prenantes pour renforcer la mise en œuvre des CDN et des plans nationaux d'adaptation (PNA) dans les pays en développement. Le SBI62 lancera également l'élaboration d'un nouveau plan d'action pour l'égalité des sexes, en tenant compte de l'examen du programme de travail renforcé de Lima. Le Brésil est honoré de s'appuyer sur l'héritage des précédentes présidences de la COP en Amérique latine afin de faire progresser l'agenda sur le genre et le climat à la COP30.

La COP30 nous offre également l'occasion unique d'amplifier les héritages inestimables de la direction britannique de la COP26 et égyptienne de la COP27, notamment dans le cadre du programme de travail sur les ambitions et la mise en œuvre de l'atténuation de Charm el-Cheikh (PTA). Au lieu de la suspicion dans les négociations polarisées, le PTA a pour vocation de devenir une plateforme pour les avancées et le renforcement de la confiance par l'action et la coopération lorsqu'il s'agit de tirer parti des opportunités, de surmonter les obstacles et d'explorer des solutions réalisables.

Appliquons l'esprit « *mutirão* » au programme de travail sur les ambitions et la mise en œuvre de l'atténuation. Des discussions ont eu lieu à Bakou autour de la création d'une plateforme numérique pour faciliter la mise en œuvre des mesures d'atténuation en renforçant la collaboration entre les gouvernements, les financiers et d'autres parties prenantes sur le développement de projets dans lesquels investir d'une manière propre au pays et déterminée au niveau national. Une telle plateforme numérique peut servir de point d'appui à des leviers puissants dans la mise en œuvre climatique, avec rapidité et ampleur.

Alors que nous faisons face à des événements climatiques extrêmes dans le monde entier et nous nous en relevons, nous devons veiller à faire de 2025 un jalon pour l'adaptation au climat et la mise en œuvre des PNA. Les gouvernements, les entreprises, les parties prenantes infranationales, les institutions financières et les universités doivent mettre l'adaptation au même niveau

d'engagement et de centralité que l'atténuation. L'adaptation n'est plus un choix et n'est plus en concurrence avec l'atténuation. En nous appuyant sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif mondial d'adaptation (OMA) lors des COP28 et COP29, nous devons remplir notre mandat juridique sur les indicateurs dans le cadre du programme de travail Émirats arabes unis-Belém.

Il sera essentiel de faire progresser la « Feuille de route de Bakou pour l'adaptation » et le dialogue de haut niveau de Bakou sur l'adaptation, parallèlement aux progrès des travaux sur le réseau de Santiago et le Mécanisme international de Varsovie. Le réalisme climatique impose de placer l'adaptation au premier plan et au cœur de tout ce que nous faisons en tant que gouvernements, secteur privé, membres de la société civile et individus. Une inflexion majeure sur l'adaptation à la COP30 sera la porte d'entrée pour aligner notre processus multilatéral sur les réalités quotidiennes des personnes : l'adaptation au climat est le vecteur pour soigner et réparer en vue de la transformation collective.

Plus notre lutte contre le changement climatique devient omniprésente, plus nous devons intégrer des synergies entre le climat, la biodiversité, la désertification et nos objectifs de développement durable (ODD). Le Sommet Planète Terre de 1992 a été le berceau des Conventions de Rio, de la Déclaration de Rio et de l'Agenda 21. Vingt ans plus tard, nos dirigeants se sont à nouveau réunis à Rio, lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20), autour de « L'avenir que nous voulons », qui a abouti aux ODD en 2015, année de l'adoption de l'Accord de Paris.

De retour au Brésil, et maintenant en Amazonie, ces agendas doivent être intégrés grâce à une forte participation du public. Il est urgent de traiter, de manière globale et synergique, les crises mondiales interdépendantes du changement climatique et de la perte de biodiversité dans le contexte plus large de la réalisation des ODD. Ce faisant, nous devons continuer à admettre et à élargir le rôle et les contributions des peuples autochtones et des communautés locales dans l'intendance de la nature et le leadership climatique, tout en reconnaissant les effets disproportionnés du changement climatique qu'ils subissent.

Une nouvelle ère : honorer notre parole

Alors que les négociations issues de la COP21 se terminent, nous devons recentrer nos efforts sur l'action et la mise en œuvre. Les mots et les textes doivent être traduits en pratiques concrètes et en transformations sur le terrain. La crédibilité et la force du régime en dépendent. La COP30 doit marquer le moment où nous passons à la phase « post-négociation » de la CCNUCC. Nous devons intensifier l'examen des approches et des initiatives visant à « accroître l'efficacité du processus de la Convention dans le but de relever le niveau d'ambition et de renforcer la mise en œuvre », y compris par le biais des travaux connexes en cours dans le cadre du SBI.

Compte tenu de l'urgence climatique, la complexité de la tâche qui nous attend réside dans le renforcement de la gouvernance climatique et l'apport de l'agilité, de la préparation et de l'anticipation tant dans la prise de décision que dans la mise en œuvre. Pour canaliser la sagesse collective, la présidence à venir de la COP30 invitera toutes les présidences des COP21 à la COP29 à former un « Cercle de présidences » pour obtenir des conseils sur le processus politique et sur la mise en œuvre climatique. Nous inviterons par ailleurs les présidences actuelles des COP dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD). Le « Cercle des présidences » aidera à s'assurer que la COP30 honore et synthétise l'héritage des précédentes COP tout en menant une réflexion sur l'agenda en cours et sur l'avenir de notre processus et de la gouvernance climatique mondiale. En synergie avec les agendas mondiaux sur le développement durable, la biodiversité et la désertification, le cercle peut tirer parti des réseaux et articuler des ressources, des processus, des mécanismes et des parties prenantes au sein et en dehors de la CCNUCC, pour faire la différence localement en s'alignant sur la Convention et l'Accord de Paris. Nous inviterons également les dirigeants des peuples autochtones à former un « cercle de leadership autochtone » pour aider à intégrer les connaissances et la sagesse traditionnelles dans l'intelligence collective mondiale.

La présidence à venir continuera à échanger et à compter sur la troïka de la Mission 1.5 pour renforcer considérablement la coopération internationale et l'environnement international propice afin de stimuler l'ambition, l'action et la mise en œuvre au cours de cette décennie critique et de garder l'objectif de 1,5 °C à notre portée. La présidence de la COP30 travaillera en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'ONU sur la sensibilisation au climat et l'élan politique autour des CDN, sur la promotion de l'intégrité de l'information sur le changement climatique et sur la promotion de la mobilisation du public, y compris dans le contexte du partenariat entre le Secrétaire général Guterres et le président Lula.

La présidence à venir entreprendra également un « bilan éthique mondial » (GES) pour entendre les commentaires d'un groupe géographiquement diversifié de penseurs, de scientifiques, de politiciens, de chefs religieux, d'artistes, de philosophes et de peuples et communautés traditionnels, entre autres, sur les engagements et les pratiques éthiques pour faire face au changement climatique à tous les niveaux. Comme l'a mis en garde le philosophe français Rabelais au XVI^e siècle, « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Enfin, la présidence à venir s'engagera dans les prochains mois dans une série d'autres initiatives collectives en vue de créer des incidences positives à long terme. En plus des progrès souhaités dans les domaines déjà mentionnés, nous ferons d'autres annonces dans les semaines et les mois à venir, cherchant à apporter à l'Agenda de l'action une nouvelle dynamique qui se concentre sur les questions clés pour la mise en œuvre complète du GST et des CDN.

À l'approche de la COP en Amazonie, les forêts seront naturellement un sujet central. S'appuyant sur les résultats du Sommet pour l'Amazonie 2023, l'initiative « Unis pour nos forêts » stimulera le débat sur le rôle des forêts dans la lutte contre le changement climatique. D'autres thèmes feront l'objet d'une attention particulière, notamment l'énergie, les villes, la technologie et l'innovation.

La présidence à venir réunira des négociateurs, des gouvernements, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour s'engager dans un exercice sur la façon de traduire les 10 ans de l'Accord de Paris en réalisations concrètes et en incitations à continuer à agir et à renforcer le régime multilatéral. Un groupe d'envoyés spéciaux échangera de la même manière avec les acteurs clés pour intégrer différentes solutions et dimensions du défi climatique qui restent partiellement abordées. En 2026, la présidence brésilienne assurera le suivi de ces efforts en coordination avec la future présidence de la COP31.

La COP30 n'est pas juste un événement isolé, elle doit aussi répondre à la crise climatique en déclenchant un « mouvement de mouvements » : un mouvement mondial fait de mouvements locaux, multipartites et multisectoriels. L'intégration des mouvements dans un mouvement mondial visera à incorporer aux préparatifs de la COP30 des principes de la science de la complexité : ensemble, nous pouvons faire en sorte que l'intégralité de nos efforts « apparaisse » comme étant plus que la simple somme de chaque effort. Plus important encore, un tel mouvement mondial sera en mesure de récupérer notre sentiment de destin commun.

Construire demain, écrire l'histoire aujourd'hui

La COP30 marquera le point médian de la décennie critique de l'humanité dans la lutte contre le changement climatique en tant qu'ennemi commun. Il est maintenant temps de renoncer à l'inertie, à l'individualisme et à l'irresponsabilité pour faire ressortir les meilleures versions de nous-mêmes par le biais de la créativité, de la solidarité et de la persévérance. Les pays, les entreprises et les individus qui anticipent les changements radicaux à venir seront ceux qui prospéreront en renforçant la résilience et en exploitant les opportunités d'engagement, d'innovation et d'adaptation.

Nous vivons un moment historique. Les risques systémiques liés au climat montrent déjà progressivement des signes. Les chocs climatiques peuvent ne pas venir lentement, mais apparaître

brusquement, dans des changements irréversibles.

Dans notre lutte contre le changement climatique, la lutte du siècle, tous les acteurs et tous les produits et services seront scrutés partout, maintenant et à l'avenir. Ceux qui refusent de réfléchir à moyen et à long terme, à des politiques orientées vers l'avenir et à l'engagement peuvent succomber à des risques liés au climat au niveau de la réputation, de la transition et du droit et à des risques physiques. Ceux qui s'engagent sincèrement à gagner la lutte climatique ont le potentiel d'apparaître comme les leaders dans un âge d'or du renouveau, de la régénération et de la coopération à l'échelle mondiale.

La présidence à venir de la COP30 est déterminée à servir de plateforme pour l'organisation et la mobilisation collectives, un navire dans un « mutirão » mondial contre le changement climatique. Actionnons les leviers ensemble. Soulevons le monde.

[Signature]

André Aranha Corrêa do Lago
Président désigné de la COP30